

Paris, le 11 octobre 2018

ZOOM SUR

L'avortement dans le monde. État des lieux des législations, mesures, tendances et conséquences.

Agnès Guillaume et Clémentine Rossier

Suite au référendum irlandais de mai 2018 largement en faveur de l'avortement, seuls deux pays européens, Malte et Andorre, ne donnent toujours pas aux femmes le droit de décider de mettre un terme à une grossesse dans ses premières semaines. Hors des frontières de l'Europe, les situations sont très diverses, mais l'avortement reste illégal ou restreint à certaines conditions dans un grand nombre de pays, notamment ceux du Sud. Cette situation est non seulement contraire au droit de chacune à disposer librement de son corps, mais entre en contradiction avec d'autres droits reconnus internationalement comme le droit à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes, le droit à la santé pour tous ou le droit de décider du nombre et de l'espacement de ses naissances. Cette chronique « Question de Population » propose un vaste panorama international des enjeux autour de l'avortement, des difficultés de mesure et des solutions pour y faire face. Elle fait le point sur les législations en vigueur, les données les plus récentes sur la fréquence de l'avortement et les méthodes en usage, ainsi que les conséquences de l'avortement sur la santé et la vie des femmes.

L'avortement est une pratique de régulation de la fécondité utilisée par les femmes en cas d'absence ou d'échec de la contraception. Les législations régulant sa pratique vont, selon les pays, de l'autorisation à la demande de la femme à un accès restrictif voire une interdiction totale. Lorsqu'il est acquis, ce droit est fréquemment remis en question. Les débats entourant la légalisation se centrent sur le droit des femmes, celui de l'embryon et les conséquences sanitaires des avortements non sécurisés. Mais légal ou interdit, les femmes du monde entier recourent à l'avortement, avec de grandes disparités dans l'intensité de sa pratique et de ses conséquences sanitaires et sociales. Les niveaux de sécurité de l'avortement sont divers dans le monde (avortement sécurisé, à risque modéré ou grave), mais se sont améliorés avec la diffusion de l'avortement médicamenteux, en particulier dans certains pays où l'accès légal est restreint, se substituant aux méthodes les plus à risque. Les données disponibles sont très hétérogènes : des statistiques sanitaires dans les pays où il est légal, aux données d'enquêtes à complétudes variables, en passant par des estimations sophistiquées dans les pays où son accès légal est restreint. [Téléchargez ici et consultez l'intégralité de cet article](#)

Contacts chercheuses :

Agnès Guillaume (IRD-Centre Population et Développement) - agnes.guillaume@ird.fr

Clémentine Rossier (Université de Genève-Ined) - clementine.rossier@ined.fr



POPULATION 2018, n° 2

[Consultez le sommaire et l'ensemble des résumés des articles de la revue Population 2018, n° 2](#)

A propos de l'Ined :

L'Institut national d'études démographiques (Ined) est un organisme public de recherche spécialisé dans l'étude des populations, partenaire du monde universitaire et de la recherche aux niveaux national et international. L'institut a pour missions d'étudier les populations de la France et des pays étrangers, de diffuser largement les connaissances produites et d'apporter son concours à la formation à la recherche et par la recherche. Par une approche ouverte de la démographie, il mobilise un large éventail de disciplines comme l'économie, l'histoire, la géographie, la sociologie, l'anthropologie, la statistique, la biologie, l'épidémiologie. Fort de ses 11 unités de recherche, il encourage les échanges et conduit de nombreux projets de recherche européens ou internationaux.

Ined Éditions, service des éditions de l'institut, contribue à la diffusion de ces savoirs dédiés aux sciences de la population, à travers des ouvrages, la revue trimestrielle bilingue *Population*, et le bulletin mensuel de vulgarisation scientifique *Population & Sociétés*. Les collections d'ouvrages s'organisent autour d'études sociodémographiques, historiques et méthodologiques.

Contacts presse :

Courriel : service-presse@ined.fr

Mimouna KAABECHE-SMARA - Assistante de presse - tél. : +33 (0)1 56 06 20 11

Mathilde CHARPENTIER - Directrice de la communication - tél. : +33 (0)1 56 06 57 28

Suivez-nous sur :  